



Etude détaillée d'une crise.

La prise de l'Ambassade du Japon au Pérou

(17 décembre 1996 / 22 avril 1997)

Mémoire de géopolitique

du Col Fontoura, Ernani

dans le cadre du séminaire "Penser les crises"

Directeur : M. Jean-Paul JOUBERT

Mars 2003

## Fiche de présentation

1 – « Etude détaillée d'une crise. La prise de l'Ambassade du Japon au Pérou (17 décembre 1996- 22 avril 1997) »

2 – Col FONTOURA

3 – Mars 2003

4 – Groupe A4

5 – Mémoire de Géopolitique

6 – Du 17 décembre 1996 au 22 avril 1997, se déroule une crise au Pérou, laquelle crise culmine par 126 jours de tension. Recensée par BRECHER dans son livre (A study of crisis), cette crise, limitée dans le temps et dans l'espace, autorise un décorticage permettant sa modélisation. Il est ainsi mis en lumière une lutte par le pouvoir politique et militaire au Pérou. Trouvant ses fondements dans les problèmes internes nationaux, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru lance une audacieuse attaque à l'Ambassade du Japon à Lima, capitale du Pérou, et entre autres actions, a retenu plusieurs centaines d'otages demandant en échange la libération de leurs camarades emprisonnés. L'évacuation des otages intervient le 22 avril 1997 avec l'assaut des soldats péruviens.

7 – Mots clés : crise, Amérique du Sud, Pérou, Japon, Ambassade, otages, mouvement révolutionnaire, terrorisme, Tupac Amaru, opération militaire, Fujimori.

# Sommaire

Introduction

Chapitre I : Bref aperçu du contexte de la crise

Section 1 L'histoire du Pérou

Section 2 Le président Fujimori

Section 3 Le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru

Chapitre II : La prise de l'Ambassade japonaise au Pérou

Section 1 Le début de la crise

Section 2 Les origines de la violence

Section 3 Les négociations entre le gouvernement e les révolutionnaires

Section 4 L'intervention d'organismes internationaux

Partie 1 Le Comité International de la Croix-Rouge

Partie 2 La participation du G8

Section 5 L'assaut Militaire

Chapitre III : Conclusion

Bibliographie

## Introduction

L'augmentation d'actes terroristes au cours de ces dernières années préoccupe l'humanité et fragilise les économies et les régimes politiques du monde entier. De la prise d'otages à l'explosion de bombes et à l'utilisation d'anthrax ou de ricine, la menace du terrorisme pousse la société dans une zone d'ombres et une psychose collective qui paraissait avoir disparu avec le processus de globalisation.

Les budgets de formation et de mise en place d'équipes opérationnelles agissant sur le terrain pour anticiper, prévenir, neutraliser ou réduire les actions terroristes, sont en augmentation constante.

Les départements de renseignement militaires, aidés par l'utilisation d'une haute technologie et l'échange d'informations avec les polices étrangères, cherchent de façon incessante des pistes qui mettraient en évidence une éventuelle attaque terroriste.

Contrairement à la guerre classique, le terrorisme ne montre pas ses armes ni ses soldats. Son théâtre d'opérations n'est jamais connu.

Dans ce climat d'incertitude, fondé sur le doute de l'heure et du lieu de l'attaque, les gouvernements du monde entier se battent tout en essayant d'éviter les conséquences d'une déstabilisation politique, économique et sociale.

Logiquement, les pays qui, indépendamment de leur volonté, abritent des réseaux ou des membres isolés de factions terroristes ou qui sont des cibles des actions terroristes, vivent dans un climat d'insécurité et de peur intense.

Difficile de le combattre, puisque le terrorisme maintient ses soldats dispersés qui sont capables d'hiberner des années entières, en attendant le moment opportun pour apparaître et frapper.

Aujourd'hui aucun pays n'est à l'abri d'une attaque terroriste. Silencieux, l'ennemi occulte choisit ses cibles tactiques ou stratégiques, visant plus particulièrement des intérêts publics et privés, des lieux de grande concentration de personnes ou encore l'environnement, au détriment d'un désastre écologique.

Leur objectif est celui d'imposer leur volonté par la force, pour porter atteinte aux libertés, déstabiliser les peuples, instaurer la peur et faire pression sur les Gouvernements.

Dans ce contexte mondial, le Pérou a été la cible du Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru, dans la nuit du 17 décembre 1996.

C'était déjà l'été dans l'hémisphère sud, la température était douce et les personnes vivaient déjà au rythme des fêtes de fin d'année.

A l'intérieur de l'Ambassade du Japon, plus de 500 invités étaient entourés de la haute société péruvienne et des plus hautes autorités nationales et étrangères.

Personne ne se doutait des événements qu'ils allaient vivre pendant les prochains 126 jours.

Sous la focalisation des actions du Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru et limités géographiquement au territoire péruvien, nous essayerons de décrire, les événements qui ont bouleversé ce pays sud-américain, dans les années 1996 et 1997.

Mais avant, nous aborderons quelques aspects de l'histoire du Pérou pour mieux comprendre la scène. Nous saurons qui était le président

Fujimori, quels étaient ses objectifs politiques et quel était son type de gouvernement.

De la même façon, nous essayerons d'expliquer les raisons qui ont fait naître le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru, opposé au Gouvernement Péruvien et de comprendre les motivations qui ont emmené les révolutionnaires à risquer leurs vies, au nom d'une cause politique.

# Chapitre I

## Bref aperçu du contexte de la crise

### Section 1

#### L'histoire du Pérou

On a retrouvé au Pérou des traces de vie humaine vieux de plus de 15 mille ans.

La culture du peuple Chavin, dont l'apogée se situe entre 1400 et 200 avant JC, fut une excellente planification urbaine.

Les Paracas (700-100 avant JC) furent les premiers à pratiquer la chirurgie cérébrale.

Les Mochica construisirent des grands Temples en adobe dans la vallée Moche et on croit que leurs héritiers directs furent les Chimus (1000-1400 après JC), célèbres pour leur orfèvrerie.

La culture Nazca (200-800) développa l'agriculture avec des systèmes d'arrosage à grande échelle et construisit de grands calendriers encore observés depuis les hauteurs.

La culture Tiahuanaco-Huari (600-1000), qui était basée sur l'actuel territoire de la Bolivie s'est étendue jusqu'à l'altiplano péruvien.

Au 12ème siècle la période des Incas, qui voulaient unir les cultures diverses et les langues de la région, commença et imposa le quechua comme langue commune. La majeure partie de l'héritage culturel des incas et des autres cultures andines fut détruite par la colonisation hispanique, mais son histoire fut préservée par les générations à travers la tradition orale et les textes écrits après la conquête espagnole.

En 1532, une guerre opposa les deux héritiers Incas: Atahualpa et Huáscar. La victoire fut en faveur des Atahualpa lorsqu'un groupe de 180 espagnols, dirigé par Francisco Pizarro et Diego de Almagro, débarqua à Tumbes.

La ville de Lima fut fondée en 1535 et fut la capitale du Vice Royaume du Pérou. L'Espagne contrôla le pays jusqu'au 19ème siècle en utilisant les réserves d'argent pour financer les guerres contre la France et la Hollande.

Les guerres d'indépendance commencèrent vers 1820. Simón Bolivar vainquit les troupes espagnoles dans la célèbre bataille de Ayacucho en décembre 1824. Les relations entre le Pérou et ses voisins furent difficiles à partir de cette époque. Les problèmes limitrophes avec l'Equateur, le Brésil et surtout avec le Chili, menèrent à l'explosion de la guerre du Pacifique en 1879 dans laquelle, après cinq ans de guerre, le Pérou perdit les territoires du Sud.

Pendant 30 ans, les problèmes politiques furent dominés par les problèmes de l'économie totalement détruite à cause de la guerre. Le premier des multiples coups d'état militaires qu'a connu le Pérou eut lieu en 1914. La junte gouverna pendant cinq ans avant de céder au gouvernement civil de Augusto Leguia.

Entre 1919 et 1930 malgré la corruption, Leguia appliqua des réformes capitales pour l'éducation et le social. Son mandat se termina

par un coup d'état. Dès lors les militaires eurent une force importante dans la politique péruvienne. Le principal parti d'opposition, la Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine (APRA) fut fondée en 1924 par le Docteur Victor Raul Haya de la Torre et son objectif fut la lutte contre l'impérialisme. Avec les années, l'APRA s'est située plus au centre. Cependant pendant longtemps l'APRA fut considéré comme un mouvement illégal.

Les gouvernements entre 1963-67 et 1980-85 furent dirigés par le Président Belaunde Terry, leader du parti de droite, Action Populaire alors que l'APRA avait la majorité à l'Assemblée. L'APRA prit le pouvoir pour la première fois en 1985, avec Alan Garcia. L'administration de Garcia fut un échec autant sur le plan politique que sur le plan économique.

Aux élections de 1990, deux candidats s'affrontèrent: Mario Vargas Llosa, le célèbre auteur qui dirigeait la coalition appelée Front Démocratique et un inconnu, ingénieur agronome d'origine japonaise, Alberto Fujimori, qui se présenta comme centriste indépendant. Fujimori remporta les élections. Le nouveau gouvernement suivit le même traitement que le reste de l'Amérique Latine dicté par le FMI pour essayer de sauver l'économie des pays et lutter contre l'industrie de la drogue. La guerre contre la drogue est le centre des discussions entre le Pérou et les Etats-Unis.

Dans la politique extérieure, Fujimori a multiplié les accords d'échanges commerciaux et a tenté de résoudre les problèmes limitrophes. Surtout avec l'Equateur sur l'entrée dans l'Amazonie et le contrôle de la région minière du Condor. En 1995, un nouveau conflit armé opposa les deux pays dans cette région et les problèmes continuèrent jusqu'en 1999.

Par la suite, nous aborderons quelques aspects sur la politique intérieure du pays, mais avant nous ferons un tour sur la biographie du M. Fujimori, ex-président du Pérou.

## Section 2

### Le président Fujimori

Alberto Fujimori, ex-président péruvien, descendant d'une modeste famille japonaise, est né le 28 juillet 1938, le jour de la fête nationale du Pérou. Il a gouverné le pays dans les années 1990-1995 et 1995-2000.

Au moment où M. Alberto Fujimori remportait l'élection présidentielle de 1990 (en battant le favori des sondages, l'écrivain Mario Vargas Llosa), la grande majorité des Péruviens s'exclamait: « Le Pérou vient de sauter dans le vide ». Le pays traversait, depuis quelques années, la plus grande crise de son histoire. Les cinq années de gestion de M. Alan Garcia (social-démocrate) avaient été catastrophiques à tous les égards : économique, politique, social et moral. N'importe quelle situation nouvelle paraissait alors préférable.

C'est ainsi que M. Fujimori bénéficia, dès le début de son mandat, d'un appui massif et, comme on allait le constater rapidement, les citoyens allaient vivre, stoïquement, le dur sacrifice imposé, quelques mois après son arrivée au pouvoir. Un programme ultra-libéral, brutalement mis en pratique, n'ayant rien à voir avec celui qui, peu consistant et populiste, avait été présenté durant sa campagne électorale,

et qui se résumait à une formule simpliste : « Travail, technologie, honnêteté »

Les Péruviens apprirent ainsi à connaître celui qu'ils avaient élu président: un homme autoritaire, hermétique, obstiné, pragmatique à l'extrême, qui définissait ainsi sa méthode: « J'agis d'abord, j'informe ensuite ».

Au début des années 90, M. Fujimori a, certes, largement réduit la guérilla du Sentier Lumineux. Cet étrange mouvement, d'inspiration maoïste, a été responsable de la mort de plusieurs dizaines de milliers de personnes, souvent des civils, pratiquant le terrorisme à grande échelle, dans des conditions d'une atrocité radicale. Son chef historique, Abimael Guzman, a été arrêté en 1992. Pour acculer le Sentier Lumineux à la défaite, le régime de Lima a perpétré les plus graves violations des droits de l'homme, à grande échelle, lui aussi. Le groupe Tupac Amaru, d'inspiration guévariste<sup>1</sup>, a toujours été beaucoup plus modéré, dans le discours, comme dans l'action. Son chef, Victor Polay Campos, a lui aussi, été emprisonné en 1992.

En 1992, M. Fujimori dissolvait le Parlement National et réorganisa le Pouvoir Judiciaire. L'« auto-coup d'Etat » fut organisé contre les institutions que, ni lui ni la hiérarchie militaire, contrôlaient, tel que le Congrès de la République. L'année suivante, le président faisait approuver une nouvelle Constitution qui permit sa réélection.

En 1995, grâce à un scrutin marqué par les intimidations de l'armée, il parvint à ses fins avec 64% des voix.

Alors qu'il avait quasiment convaincu les Péruviens que le Sentier lumineux (SL) et le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) avaient été rayés de la carte, voici que, en décembre 1996, un commando

---

<sup>1</sup> Relatif à Che Guevara.

du MRTA occupait la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, ressuscitant le fantôme du terrorisme. On sait que la libération de soixante et onze otages a été obtenue à feu et à sang, le 22 avril 1997, avec un bilan tragique de dix-sept morts (tous les guérilleros, un otage et deux militaires).

Quinze jours après ces événements, la popularité du président Fujimori, qui avait atteint 65 % après la libération des otages, baissa de 17%.

Au niveau politique, Fujimori signa la paix définitive avec l'Equateur et le Chili et tenta de modifier une fois de plus la constitution pour pouvoir accéder à un troisième mandat. Ces modifications furent mises en place avant les élections prévues pour mai 2000. Les dernières controverses concernent les élections, Fujimori fut accusé de fraude électorale par les observateurs internationaux. L'opposition, dirigée par Alejandro Toledo montra son indignation en organisant plusieurs manifestations.

Malgré les fortes critiques internationales et le mécontentement de la population, Fujimori resta à la Présidence. Mais la pression se fit de plus en plus forte et finalement face aux accusations de corruption du régime, le 21 novembre 2000, le Président Alberto Fujimori fut destitué par le Congrès, accusé d'incapacité de gouverner le pays. Fujimori est actuellement en exil au Japon.

## Section 3

### Le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru

Apparu au Pérou au début des années 80, le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) a pris son nom d'un cacique descendant des derniers Incas, Tupac Amaru II, qui avait mené un soulèvement contre les colonisateurs espagnols en 1780.

Ensuite, le chef indien Tupac Amaru II fut cruellement exécuté sur la place d'armes de sa ville natale, Cuzco. Pour les Péruviens, il reste le symbole de l'esprit de rébellion et de résistance face à l'envahisseur.

Le MRTA s'est voulu l'héritier idéologique des guérillas continentales, nées dans le sillage de la révolution cubaine de Fidel Castro et Che Guevara, et son combat visait la création d'un front révolutionnaire unifié, couvrant le Pérou, la Bolivie, le Chili, la Colombie et l'Equateur. De ce fait, il s'est opposé aux maoïstes du Sentier Lumineux, qui ont mené une révolution plutôt paysanne et nationale. Le MRTA, très actif dans les années 80, a commencé à décliner en mai 1992, après l'emprisonnement de son dirigeant et fondateur, Victor Polay Campos. Son successeur, Nestor Cerpa Cartolini, un ancien dirigeant syndical, a continué le combat dans le centre du pays.

Cerpa était rentré en scène 13 ans plutôt. Dans les derniers jours du régime militaire, à la fin des années 70, les occupations d'usines et les affrontements violents furent fréquents. En février 1979, la police prit d'assaut l'usine textile Cromotex, à proximité de Lima, occupée depuis décembre 1978 par un syndicat dont le secrétaire général était le jeune dirigeant, Nestor Cerpa Cartolini. Six ouvriers (et un capitaine de police) périrent dans cet affrontement, qui devint pour la gauche le « massacre

de Cromotex ». Ce bain de sang valut à Nestor Cerpa Cartolini, son unique condamnation, dix mois de prison ferme. Ayant purgé sa peine, le syndicaliste se radicalisa et opta pour la lutte armée.

Avant la prise d'assaut de la résidence de l'ambassadeur du Japon, l'action la plus spectaculaire du MRTA fut, en juillet 1990, l'organisation de l'évasion d'une prison péruvienne, en creusant un tunnel de plus de 200 mètres de long, d'une cinquantaine de ses militants, parmi lesquels se trouvait le dirigeant Campos.

## Chapitre II

### La prise de l'Ambassade japonaise au Pérou

#### Section 1

##### Le début de la crise

Dans une aile de la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, qui recevait plus de 600 invités à l'occasion de la fête nationale, une première détonation s'est produite. Quelques minutes plus tard, des rafales de tirs de mitraillette ont été lâchées à plusieurs endroits du bâtiment. En suite, des voix hurlaient « Tous au sol ». Une confusion générale s'est installée et l'assistance ignorait si les coups de feu et les explosions de dynamite venaient du service d'ordre de la délégation ou d'une attaque d'un commando armé.

On allait apprendre rapidement que le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), d'obédience guévariste, était l'auteur de la prise d'otages et réclamait la libération de ses militants emprisonnés.

Le chef du commando a ordonné aux invités de se lever, les mains sur la tête, et de se diriger vers les salons. Les centaines de personnes qui assistaient à la réception, parmi lesquels se trouvaient plusieurs ministres dont le chef de la diplomatie, M. Tudela des généraux, des responsables de la police, des membres du Congrès, des diplomates, le président de la Cour suprême, ainsi que la mère, la sœur et le frère du président Fujimori, ont été regroupés dans les salons ou entassés dans les toilettes. La

chaleur était étouffante et une épaisse fumée envahissait certains salons. Les guérilleros, mitraillettes en main hurlaient: « Ne nous regardez pas, nous voulons libérer nos compagnons emprisonnés ».<sup>2</sup> L'ambassadeur du Japon, Morihisa Aoki, est intervenu: « Ne tirez pas. Ne faites rien. Que la police s'éloigne ».<sup>3</sup>

Les forces de l'ordre qui encerclaient le bâtiment ont lancé des gaz lacrymogènes en direction de l'ambassade, créant un nouveau mouvement de panique. Le représentant de la Croix rouge, présent à la réception, Michel Minning, s'est emparé d'un mégaphone du commando pour s'adresser aux forces de l'ordre: « Ne tirez pas. Vous êtes en train de mettre en danger la vie des otages ».<sup>4</sup> Le désordre était indescriptible, les invités avaient peine à respirer, à l'exception des membres du MRTA qui portaient des masques à gaz.

La police a cessé de tirer. M. Minning est sorti de l'ambassade pour engager des négociations sur la libération des femmes et des enfants. Le chef du commando lui a répliqué: « Nous ne céderons pas, nous sommes prêts à assumer tous les risques pour la libération de tous nos compagnons ».<sup>5</sup>

La porte principale et les fenêtres étaient barricadées par des matelas, des tables et des guéridons. À 21h45, un homme âgé, dans un fauteuil roulant, accompagné d'une femme, fut le premier otage libéré. Par la suite, 150 femmes ont été autorisées à quitter l'ambassade.

Pendant ce temps, dans les salons, le commando du MRTA, qui d'après les enquêteurs était d'une vingtaine d'hommes, cherchait à identifier, parmi les invités, les membres de la famille du président Fujimori ainsi que les parlementaires de son parti. Le chef du commando

---

<sup>2</sup> Le Monde Edition du 19 décembre 1996

<sup>3</sup> idem

<sup>4</sup> idem

<sup>5</sup> idem

expliquait aux otages: « Nous ne sommes pas le Sentier Lumineux. Nous ne tuons pas des gens sans défense et c'est la raison pour laquelle les femmes et les enfants sortent sains et saufs »<sup>6</sup>.

Le lendemain matin, environ 200 hommes restaient les otages du MRTA. L'ambassadeur du Japon se trouvait au deuxième étage en compagnie d'une quarantaine de diplomates. Les membres du commando se seraient introduits, selon la police et plusieurs témoins, déguisés en fleuristes, en serveurs de champagne. Le commando du MRTA, a déclaré : « Nous voulons protester contre la politique économique et la violation des droits de l'homme du gouvernement Fujimori, appuyé par le Japon. C'est une politique néo-libérale qui réduit la population à la misère (...) Nos militants sont enfermés dans des prisons, dans des conditions qui les détruisent physiquement et moralement (...) Ils sont entre 400 et 500. Nous avons pris des otages car il n'y a aucune autre solution que celle d'un échange avec nos prisonniers »<sup>7</sup>.

Les membres du commando exigèrent, entre autre, la remise en liberté de leur dirigeant, Victor Polay Campos (ses deux enfants et épouse étaient réfugiés a Nantes), de Peter Cardenas Schulte, détenu depuis 1992 ainsi que celle de Lucero Cumpa, emprisonné en 1993. Tous les trois ont été condamnés à la prison à vie. Les hommes du MRTA ont demandé la médiation du prêtre belge, Hubert Lanssiers, aumônier des prisons, et de Jorge Santisteban, défenseur des droits civiques. Ces deux derniers étaient membres de la commission chargée de libérer les personnes condamnées injustement pour des actions terroristes.

Les prisonniers du MRTA avaient entamé, au début de la semaine, une grève de la faim pour exiger une amélioration de leurs conditions de détention.

---

<sup>6</sup> Le Monde Edition du 19 décembre 1996

<sup>7</sup> Idem

## Section 2

### Les origines de la violence

La prise d'otages de Lima a dissipé l'équivoque entretenue par le président péruvien, Alberto Fujimori, sur la réalité de son pays, tant vis-à-vis de ses concitoyens que vis-à-vis de la communauté internationale. Même si celle-ci n'a pas manqué d'adresser un soutien sans faille aux autorités de Lima, le coup de force du MRTA a effacé l'image d'un Pérou paisible, sans risques et réconcilié, après quinze années d'une violence politique qui a causé trente mille morts.

L'action du MRTA nous rappelle qu'aucune démocratie, même relative, ne peut s'accommoder durablement de législations d'exception, sans provoquer des réactions violentes.

« Sans que cela puisse justifier son action, le commando du MRTA s'est livré à une opération terroriste face à un Etat qui, lui-même, utilisait de moyens terroristes pour pacifier le pays »<sup>8</sup>. Les succès militaires remportés, durant six ans, contre le Sentier lumineux et le MRTA, avaient culminé avec l'arrestation, en 1992, des principaux chefs des deux mouvements armés. La lutte menée par les autorités avait conduit à une baisse spectaculaire de la criminalité politique, qui avait passé de 3 500 victimes en 1990 à 550 en 1995.

Cette victoire militaire sur la criminalité expliquait pourquoi la population avait soutenu, dans sa grande majorité, le putsch d'août 1992, conduit par le président Fujimori, élu en 1990. Elle explique aussi sa réélection au premier tour de l'élection présidentielle de 1995.

---

<sup>8</sup> Le Monde. Edition du 10 janvier 1997

Pour autant, le président Fujimori ne s'avait pas attaqué aux causes de la violence idéologique. « Les autorités de Lima se retrouvèrent otages dans une épreuve de force où le fonctionnement même de l'Etat était en cause. Les pleins pouvoirs accordés aux forces de l'ordre, la soumission totale du pouvoir judiciaire, l'existence des tribunaux d'exception composés par des juges sans visage ne pouvaient plus incarner les normes d'un pays.

Les dispositions exceptionnelles ont envoyé, selon les défenseurs des droits de l'homme, plus de 1 200 innocents, sur les 5 000 personnes regroupées, dans les prisons de haute sécurité, réservées aux révolutionnaires et aux traîtres de la patrie. Plus de la moitié du pays demeurait soumise à des régimes spéciaux d'ordre public, incompatibles avec une vie démocratique.

Les traitements infligés aux prisonniers du MRTA, qui dénoncèrent les membres du commando de l'ambassade du Japon à Lima, sont effectivement inhumains. Les récits d'anciens condamnés et des hommes qui s'efforçaient d'améliorer les conditions carcérales confirmèrent cette donnée, de même que l'usage général et permanent de la torture pendant les périodes de mise en accusation judiciaire. Les militants, et principalement les dirigeants du MRTA, subirent un isolement total, ils vivaient 23h30 sur 24 dans une quasi-pénombre, souffrant de malnutrition et d'absence d'assistance médicale. Les cas de démence étaient nombreux. Inconcevable Impunité»<sup>9</sup>

Ces traitements, qui relevaient d'un acharnement extrajudiciaire, n'avaient fait que renforcer ceux qui les subissaient dans la conviction qu'ils n'avaient rien à attendre d'un Etat qui avait du mépris pour la personne humaine, à un tel degré. Pour les rares qui étaient restés en liberté, ceci avait nourri la rage et la haine qui les habitaient. Ces deux

---

<sup>9</sup> Le Monde. Edition du 10 janvier 1997

sentiments avaient suffi, pour les membres du commando de Lima, à justifier leur action, ce dont a témoigné, de façon répétée, le contenu des communiqués du MRTA qui avait fait de l'amélioration des conditions de détention une exigence à la cessation de son opération.

Il convient d'ajouter à ce triste inventaire, les effets dévastateurs de l'amnistie accordée, en 1995, à tous les militaires et membres des forces de l'ordre, impliqués depuis 1980 dans « la sale guerre » contre le terrorisme. « Les dossiers des violations des droits de l'homme (environ 5000 disparitions et exécutions) ont été classés sans suite, décision ressentie, par tous les défenseurs des droits de l'homme, comme une inconcevable impunité propre à empêcher toute réconciliation dans le pays»<sup>10</sup>. L'absolution accordée aux militaires et aux forces de l'ordre contenait en germe, selon eux, le ferment d'actions radicales de la part de groupes subversifs qui ne sauraient se limiter au Sentier lumineux ou au MRTA.

Le caractère inique de cette loi a été renforcé par l'adoption d'un autre texte interdisant au pouvoir judiciaire de se prononcer sur la recevabilité de plaintes déposées par des victimes d'exactions. Ainsi, « les responsables des massacres de Barrios Altos (qui fit seize victimes en novembre 1991) ou de la Cantuta (en juillet 1992) perpétrés par des escadrons de la mort du groupe paramilitaire Colina ne seront jamais jugés ou punis. Et, à la différence du Guatemala, par exemple, où l'amnistie concernait tous les belligérants, celle décidée au Pérou ne concernait que les exactions commises par les responsables de l'Etat ou ses affidés. »<sup>11</sup>

Interrogés sur ces points, Alberto Fujimori et les autorités de Lima se bornèrent à répondre qu'une telle vision du Pérou venait de personnes

---

<sup>10</sup> Le Monde. Edition du 10 janvier 1997

<sup>11</sup> Idem

mal informées, principalement à l'étranger. La « pacification militaire » était devenue une fin qui justifie tous les moyens.

L'autre conséquence immédiate de l'épreuve de force engagée par le MRTA fut celle de mettre au rancart le stéréotype d'un pays, bon élève du Fonds monétaire international (FMI), engagé sur la voie de la prospérité économique. Le constat d'une population à la merci de l'arbitraire de l'Etat se double d'un autre, peu engageant, sur la situation économique, également dénoncée par le commando du MRTA.

Dès 1990, le gouvernement de M. Fujimori s'avait engagé dans une politique économique libérale qui ressemblait à une construction formelle dont était exclue plus de la moitié de la population qui vivait dans des conditions d'extrême pauvreté. Les bidonvilles de la périphérie ou enclavés dans la capitale, Lima, qui, avec 8 millions d'habitants, regroupaient près du tiers de la population du pays, témoignaient d'un développement inégal. Il trouvait sa contrepartie dans un accroissement inexorable de la misère pour les plus démunis. Depuis 1990, les riches étaient de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus misérables.

La réduction de l'hyper-inflation (de 7 000% en 1990 à 10% en 1996) a été obtenue par une série de mesures dont la seule variable d'ajustement a été la précarité des plus modestes.

En 1996, 60% des actifs de la population péruvienne continuaient d'appartenir au secteur de l'économie informelle, sans aucune autre perspective que leur simple survie. La population aspirait à une amélioration de son bien-être et son désenchantement réel s'exprimait par la chute d'environ 35% de la popularité du chef de l'Etat au cours de l'année 1996.

Le président Alberto Fujimori avait toujours persisté à ne considérer la crise des otages de Lima que comme « un simple fait isolé qui n'a et n'aura aucune conséquence avec l'avenir du pays » .

### Section 3

#### Les négociations entre le gouvernement et les révolutionnaires

Un premier contact entre les autorités péruviennes et le commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru a été établi le 18 décembre au soir. Le commando du MRTA a exigé de négocier directement avec le président : le gouvernement a nommé comme médiateur le ministre de l'éducation.

Durant la crise, les guérilleros exigèrent la libération de tous leurs militants détenus dans les prisons péruviennes ainsi que le changement de la politique économique du gouvernement. Le président péruvien Alberto Fujimori, qui n'a rien voulu entendre, demanda de son côté la libération sans condition des otages et la reddition du commando.

M. Alberto Fujimori, dès le début de la crise, choisit l'option militaire, bien qu'à diverses reprises, et pour gagner du temps, il se soit déclaré favorable à une négociation pacifique.

Un millier de policiers cernèrent la résidence de l'ambassadeur, dont le périmètre avait été piégé par les preneurs d'otages. Les membres du commando étaient fortement armés et leur détermination demeura intacte. Quelquefois, plusieurs d'entre eux exhibaient leurs armes aux fenêtres de la résidence et faisaient le 'V' de la victoire.

Dans son premier communiqué, Nestor Cerpa Cartolini, dirigeant des rebelles et ancien syndicaliste, déclarait que son mouvement en était arrivé à cette mesure extrême pour sauver la vie de ses camarades, soumis à un régime carcéral rigoureux.

En pleine crise, le général Hector John Caro, ex-chef du Dincote (Division National Contre le Terrorisme), déclara que Cerpa était incapable de tuer parce que, syndicaliste, il avait rompu la négociation, et parce qu'il avait laissé la vie sauve à son fils, le sous- lieutenant James John, lors de la prise de Juanjui.<sup>12</sup>

L'exigence de libérer leurs camarades constituait toujours l'obstacle fondamental à un règlement pacifique de la crise. Tout en faisant part de leur disposition à négocier, les deux parties réaffirmaient leur intransigeance. Le président péruvien indiqua qu'il ne libèrerait aucun prisonnier.

A Hambourg, Isaac Velazco, le porte-parole du MRTA à l'étranger, déclara que le commando n'aurait relâché les otages qu'à la libération de ses compagnons. Le MRTA atteignit son premier objectif, qui consistait à attirer l'attention du monde entier sur les motifs de sa lutte et ses objectifs, et rechercher les moyens d'obtenir la libération de ses militants emprisonnés au Pérou, a déclaré Velazco à la presse en indiquant que le Comité national du MRTA était fréquemment réuni pour décider des mesures à prendre. Selon lui, c'était le gouvernement qui refusait le dialogue. « Il recherche une solution sanglante, militaire. Nous sommes un mouvement politique et tous les mouvements politiques ont recours au dialogue. Nous sommes prêts à rechercher des compromis pour discuter », ajouta Isaac Velazco qui avait obtenu l'asile politique en Allemagne en 1993, après avoir fui son pays.

---

<sup>12</sup> Petit ville dans la vallée du Haut Huallaga

Le chef des guérilleros, Nestor Cerpa Cartolini, a toujours rappelé la dureté des conditions de détention des prisonniers du MRTA, évoquée constamment par le commando pour justifier la prise d'otages.

Les établissements pénitentiaires dans lesquels étaient détenus les militants du mouvement étaient des « prisons-tombes », a affirmé Cerpa, dont l'épouse, Nancy Gilvonio Conde, avait été emprisonnée à vie pour terrorisme.

Dans son rapport annuel, diffusé en février de 1997, le Département d'Etat américain a souligné que le traitement réservé aux quelques 4.000 personnes détenues ou condamnées au Pérou dans le cadre des lois antiterroristes était « particulièrement inhumain ». Il a ainsi confirmé les témoignages des familles de prisonniers et de mouvements de défense des droits de l'Homme.

Selon certains témoignages, le système carcéral réservé aux prisonniers, accusés de terrorisme, n'était pas sans rappeler les « oubliettes du Moyen-Age ».

Soumis à un isolement total, M. Victor Polay est enterré vivant dans un rectangle de béton armé de 3 mètres sur 2, creusé à 8 mètres sous terre dans la base navale d'El Callao, à la périphérie de Lima. Une prison-tombe conçue pour briser physiquement, psychologiquement et moralement. La construction comporte huit étroites cellules, chacune avec une claire-voie si petite qu'elle ne permet l'entrée directe de la lumière du soleil que pendant une dizaine de minutes. Isolé vingt-trois heures et demie par jour, sans contact physique avec les gardiens, presque aveugle en raison de l'obscurité permanente, M. Victor Polay, tout comme ses camarades, n'a droit qu'à une visite de trente minutes par mois.<sup>13</sup>

---

<sup>13</sup> Le Monde Diplomatique/juin 1997

Sous-alimentés, fréquemment privés de soins, souffrant du froid pour ceux qui étaient détenus dans les prisons andines, ils n'avaient pas la possibilité de lire ou d'écouter la radio.

Pendant leur première année de détention, les prisonniers condamnés pour terrorisme étaient totalement isolés et n'avaient droit à aucune visite. Ils ne pouvaient recevoir qu'une seule visite par mois, d'une durée de 30 minutes, de leur conjoint ou parents. Les visites des enfants étaient limitées à une seule par trimestre. Ces visites, ainsi que celles effectuées par la Croix-Rouge Internationale, avaient été suspendues au lendemain de la prise d'otages.

Une longue période de négociation de dix semaines s'ouvrit à travers une commission de garants de la Croix-Rouge, mais les deux parties restent intransigeantes jusqu'à la fin de la crise.

## Section 4

### L'intervention d'organismes internationaux

#### Partie 1

#### Le Comité international de la Croix-Rouge

En 1984, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a été représenté au Pérou en raison des accusations constantes du non respect

des droits humains dans tout le pays en général, et en particulier dans le système carcéral péruvien.

A l'occasion de la prise d'otages dans la résidence de l'ambassadeur du Japon, le chef de la délégation du CICR au Pérou, Michel Minnig, était parmi les invités de la réception organisée, lorsque celle-ci a été investie par des membres du MRTA et, au prélude de la crise, il a participé à la négociation pour la libération d'environ 250 femmes et personnes âgées, ainsi que d'une cinquantaine d'hommes, dont le personnel.

Par la suite, le CICR a pu fournir du matériel médical, de la nourriture, de l'eau, ainsi que du matériel d'hygiène, et les apporter à l'intérieur de la résidence afin d'améliorer la situation des personnes qui s'y trouvaient. Les représentants du CICR ont également établi une première liste des otages et collecté des messages destinés à leurs familles, afin de les rassurer sur le sort de leurs proches. Dans le cadre de leur mission humanitaire, les délégués du CICR ont pu entrer et sortir librement de la résidence.

Dans un premier temps, le gouvernement péruvien avait refusé d'établir un dialogue avec les révolutionnaires et a rejeté toutes les revendications du MRTA divulgués dans la presse.

Une cellule de crise a été constituée au siège du CICR à Genève. Elle a suivi de près l'évolution de la situation et a maintenu un contact permanent avec la délégation à Lima.

De plus, le CICR a été sollicité par le gouvernement péruvien et par les membres du MRTA pour jouer un rôle d'intermédiaire neutre, dans le cadre des négociations, afin de faciliter la résolution de la crise. À cette fin, le CICR a remis aux autorités péruviennes un document écrit par les membres du groupe armé et signé par les otages.

Le CICR n'a pas pris une part active aux négociations. Il a demandé aux parties de s'engager fermement, à ne pas recourir à la force, à ne prendre aucune mesure préjudiciable aux otages et à ne pas entraver la liberté de mouvement de ses délégués. Par ailleurs, le CICR n'a assumé aucune responsabilité quant aux propositions transmises, aux décisions prises et aux actes commis.

À plusieurs reprises, le CICR a déclaré aux représentants du gouvernement péruvien, ainsi qu'aux membres du MRTA, qu'une des conditions à sa présence était qu'aucune initiative mettant en péril la vie et l'intégrité physique des otages ne serait prise.

Par ailleurs, le CICR a visité plus de 4 000 détenus, y compris les membres du MRTA incarcérés, afin de s'assurer de leur traitement et de leurs conditions de détention.

Les délégués du CICR ont fourni quotidiennement, tout au long de la prise d'otages, deux repas chauds et de l'eau, ainsi que du matériel hygiénique et de première nécessité. En outre, deux délégués médicaux ont examiné régulièrement les personnes retenues à l'intérieur de la résidence diplomatique. Par ailleurs, les délégués ont apporté un appui psychologique aux otages, et de nombreux messages ont été échangés entre les otages et leurs familles, par l'intermédiaire de la Croix Rouge.

Le 11 février, des discussions préliminaires directes ont débuté entre le représentant du gouvernement péruvien et celui du groupe MRTA, pour mettre au point les différentes ententes et la procédure à suivre en vue d'un dénouement de la situation. Elles ont eu lieu dans un bureau du CICR, situé en face de la résidence de l'ambassadeur du Japon, le bureau arborait le drapeau de la croix rouge, que les autorités péruviennes et le MRTA se sont engagées à respecter.

Ces discussions se sont déroulées en présence de la commission de garants, composée de l'évêque d'Ayacucho, Mgr Juan Luis Cipriani, de l'ambassadeur du Canada à Lima, Anthony Vincent, et du représentant du CICR, Michel Minnig, pour les questions humanitaires, l'ambassadeur du Japon, Terusuke Terada, y participa en tant qu'observateur.

## Partie 2

### La participation du G8<sup>14</sup>

Les représentants du G7, en association avec la Russie, ont travaillé à l'élaboration d'une 'solution pacifique' à la prise d'otages de Lima. Les ambassadeurs des pays le plus industrialisés (Etats-Unis, Japon, France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie et Canada) se sont rencontrés dans la capitale péruvienne pour des discussions auxquelles a été associée la Russie. Ils ont préparé une déclaration commune.

Dans plusieurs messages adressés aux pays du G7, Boris Eltsine, président russe, avait proposé 'd'établir un état-major commun avec des représentants des services spéciaux du G8 pour aider à la résolution de la crise. Il était prêt également à envoyer à Lima une unité spéciale russe de lutte contre le terrorisme. Mais cette proposition n'a pas été retenue.

Dans un premier temps, le commando du mouvement Tupac Amaru (MRTA) a libéré plusieurs otages mais en a retenu d'autres pour servir de précieuses 'monnaies d'échange' pour maintenir la pression sur Fujimori, deux ministres péruviens, des hommes d'affaires japonais, des diplomates étrangers, et le frère du chef de l'Etat.

Les représentants du G7 et de la Russie ont essayé de dialoguer avec le gouvernement péruvien et le MRTA, toutefois n'ont pas effectivement aidé la résolution de la crise à cause de l'inflexibilité des deux côtés.

---

<sup>14</sup> G7 plus la Russie

## Section 5

### L'assaut Militaire

Sans succès aux négociations pour une sortie pacifique de la crise, avec la libération des otages et le dépôt des armes du commando révolutionnaire, le gouvernement décida finalement d'exécuter une action militaire. Cent vingt six jours étaient passés.

Ainsi, le 22 avril 1997, un groupe d'assaut composé de forces péruviennes d'élite déclencha l'opération à la résidence. Ce jour-là les troupes gouvernementales étaient bien préparées grâce à un plan d'opération mis en oeuvre quelques jours après le début de la crise.

Les forces spéciales ont eu besoin de plus de 3 mois pour se préparer à l'assaut. Durant les quatre jours qui suivirent l'entrée du MRTA avec succès dans la résidence de l'Ambassadeur, les forces armées commencèrent à développer un plan pour sauver les otages en cas d'échec des négociations.

Un groupe d'assaut comportant 70 membres de la police nationale et 70 militaires d'armée de terre, de la marine, et d'unités spéciales d'opérations de l'Armée de l'Air fût chargé de la planification et de la conduite de l'opération. Tandis que le groupe se préparait à la libération réelle, le service d'intelligence national (Servicio Nacional de Inteligencia – SIN) installait un quartier général d'intelligence proche de la résidence de l'ambassadeur, dans la même maison où les révolutionnaires avaient lancé leur attaque. De plus, le SIN avait coordonné toutes les opérations contre le MRTA.

Dès le début, le gouvernement péruvien refusa les demandes révolutionnaires et adopta la stratégie de l'impasse. Tandis que le gouvernement menait les révolutionnaires dans des négociations

prolongées et que le groupe de travail se préparait et s'exerçait, les policiers gardant la résidence conduisirent une série d'activités harcelantes. D'une part l'eau et l'électricité de la résidence furent coupés; ensuite, des policiers armés marchèrent bruyamment devant la résidence, jetèrent des pierres, jouèrent de la musique très fort, lancèrent occasionnellement des projectiles explosifs en l'air, et envoyèrent un journaliste de télévision dans la résidence, en apparence pour une entrevue mais, en vérité, pour informer sur les positions des otages et des armes.

Les activités harcelantes et les négociations prolongées ont détendu les révolutionnaires et leur ont donné confiance, pensant que l'opinion des gens empêcherait le Pérou de lancer une attaque armée. En conséquence, les 14 membres du MRTA établirent une routine quotidienne. Dès le 9 janvier, une station de radio à Lima annonçait qu'un groupe d'assaut s'entraînait intensivement pour conduire des opérations contre la résidence de l'ambassadeur.

Au début du mois de mars, le fait que des tunnels avaient été creusés autour de la résidence avait été annoncé par la presse, mais ceci ne sembla pas avoir beaucoup d'effet sur les révolutionnaires. Même les grondements quotidiens des camions transportant des charges lourdes (qui devaient confirmer l'opération de perçage d'un tunnel) ne semblèrent pas déranger le groupe révolutionnaire; leur procédure fut simplement de déplacer les otages au deuxième étage du bâtiment. Ce déplacement a par la suite fait songer sur le danger que les otages risquaient en raison du souffle de l'explosion.

La veille de l'assaut final, la moitié du groupe d'assaut se rassembla près de la résidence et commença lentement à prendre ses positions.

Soixante-dix policiers se postèrent autour de la maison. Huit tireurs d'élite prirent position sur les toits environnants. Le reste de l'équipe de la

force d'assaut se divisa en trois groupes. A 15h17 (heure de Lima) le Président Fujimori émit l'ordre à la force d'assaut d'assaillir la résidence de l'ambassadeur japonais. Six minutes plus tard, les planchers de la salle principal de la résidence et de la cuisine éclatèrent et tuèrent plusieurs révolutionnaires qui jouaient au football dans la salle de séjour. Les explosions furent provoquées par des charges explosives qui avaient été soigneusement placées dans un réseau de tunnels creusés sous la maison.

Au même moment, les trois groupes d'assaut convergèrent vers la maison, ce qui aurait put simplement être décrit comme un assaut rapide et violent contre les membres du MRTA.

Un groupe émergea du tunnel à côté de la résidence, attaqua les buanderies, et monta au deuxième étage. Le deuxième groupe, qui avait ouvert une brèche par la porte Est de la résidence, assailli la porte principale de la résidence et les côtés nord et sud du bâtiment. Le troisième groupe franchi le mur externe nord.

Des charges explosives servirent à libérer le passage et à sauver les otages. À 15h24, une minute après la première explosion, les commandos militaires étaient déjà entrés dans la résidence.

La force d'assaut utilisa une variété d'armes automatiques légères (AK-47, AKM, P-90, UZI, mini-UZI, et MP-5) ainsi que divers pistolets. Des équipes de tireurs isolés furent équipées de fusils FN-FAL à lunette. Tous les membres du groupe d'assaut portaient l'uniforme des forces spéciales de l'armée, uniforme de couleur olive, une ceinture d'utilités, un gilet olive blindé et des bottes de combat. Les 70 membres de la police nationale, qui avaient fixé le périmètre d'action, étaient habillés avec des bérets noir, des gilets olives blindés, des t-shirts foncés, des pantalons d'utilités et des bottes de combat. Armés principalement avec des AK-47 et des AKM, la force avait également inclus plusieurs véhicules blindés avec des mitraillettes sur les tourelles.

L'attaque dura environ quarante minutes. Le président Fujimori annonça, lors d'une conférence de presse, que l'opération avait coûté la vie à dix-sept personnes: un otage, Carlos Giusti Acuna, magistrat de la Cour suprême péruvienne, deux militaires ; un lieutenant et un commandant, membres de la sécurité présidentielle ; et la totalité des quatorze membres du commando du MRTA. Vingt-cinq otages auraient été blessés, sans que leur vie ne soit mise en danger, deux d'entre eux auraient subi une intervention chirurgicale dans la soirée, un étant le ministre péruvien des affaires étrangères, Francisco Tudela.

Après avoir été libéré, l'ambassadeur bolivien, Jorge Gumucio, a informé que les révolutionnaires étaient huit à jouer au fulbito, parmi lesquels le chef du commando, Nestor Cerpa Cartolini, et ses trois lieutenants. La sortie du tunnel était juste sous leur terrain de jeu.

M. Gumucio affirma également que les otages avaient été prévenus quelques minutes avant le déclenchement de l'opération et avaient reçu l'ordre de se coucher à terre. Personne ne voulu révéler qui avait renseigné les otages sur l'assaut. Toutefois, on sait que l'ambassadeur canadien, Anthony Vincent, était présent dans la résidence quelques minutes avant que l'assaut ne soit donné.

## Chapitre III

### Conclusion

Au moment de l'assaut militaire de la résidence de l'ambassadeur japonais, le gouvernement péruvien a résolu une des crises les plus graves sur son territoire.

Internationalement, l'opération a été considérée comme audacieuse mais inévitable. La détermination du Pérou pour finir la crise sans succomber aux exigences du MRTA a élevé sa réputation dans le monde d'une manière immédiate, mais incomplète.

Postérieurement, le dénouement des faits a démontré différents enseignements militaires et politiques, comme nous verrons ensuite.

Sur le champ militaire, vient en premier lieu la nécessité d'une planification détaillée. Les Péruviens ont commencé à projeter cette opération plusieurs jours avant la prise des otages. Les rapports des médias après la libération ont fourni des détails montrant la profondeur et la perfection de la planification pour cette mission.

Deuxièmement, alors que les nouvelles d'une délivrance prévue circulaient sur les médias, les détails du plan lui-même, ainsi que la préparation du groupe d'assaut, ont été gardés secrets. C'était juste en vue d'une bonne sécurité opérationnelle!

Troisièmement, l'opération a atteint un niveau de surprise tactique et stratégique important : Le monde entier, pas simplement les

révolutionnaires de MRTA, a été complètement surpris au déclenchement de l'opération.

Il y a encore plusieurs autres points importants à citer. Les unités spéciales péruviennes, militaires et de la police, avaient été jusque là considérées incapables de conduire une opération de libération. Les chefs péruviens ont étonné chacun en choisissant les meilleures personnes dans différentes unités de militaires et de la police et en constituant une force spéciale pour cette mission.

Un autre point important est le processus habile de négociation que le gouvernement du Pérou a utilisé à son avantage. En prorogeant la période des négociations, le gouvernement a fourni à la force d'assaut du temps pour planifier l'opération et pour se préparer. Cette longue période a contribué à faire perdre au MRTA son foyer et son intensité, qui ont finalement dégradé son degré de sécurité.

Un autre aspect important est incarné par les efforts des Péruviens pour recueillir l'information et la transformer en intelligence utile.

Bien que les possibilités anti-terroristes du Pérou puissent être évaluées comme hautes, il est important de noter dans ces conclusions que plusieurs facteurs ont œuvré en faveur des forces spéciales. La stratégie utilisée pour faire face aux révolutionnaires semble avoir été le facteur le plus important. Les négociations prolongées et l'utilisation habile des médias rapportant le rejet de plusieurs pays d'un assaut armé sur la résidence ont certainement contribué au relâchement de la vigilance des révolutionnaires et à leur chute finale.

En outre, cela a pris plus de 4 mois pour résoudre la crise, principalement parce que le groupe de forces spéciales a eu besoin d'un délai pour la planification et l'entraînement adéquat.

En plus, le groupe de forces spéciales a considéré le tunnel comme une nécessité absolue pour une opération réussie. Quelques semaines après l'assaut, il y avait des indices tendant à montrer que des mineurs expérimentés dans l'excavation des sols arénacés avaient été amenés du Pérou méridional en vue de construire le tunnel.

L'armement léger employé par les forces spéciales dans la résidence, et la proportion de cinq combattants militaires contre un révolutionnaire ont également donné aux forces spéciales un avantage accablant.

L'effet de surprise de l'explosion venant de l'intérieur de la résidence a contribué à assommer les révolutionnaires et a probablement sauvé les vies de beaucoup d'otages. Tandis que l'opération avait un certain degré de risque (tactique et politique), elle a été projetée et conduite d'une façon qui a contribué au succès de la mission.

Sur le plan militaire, l'assaut mené par les commandos de choc des forces armées fut une brillante opération. Des sources péruviennes ont admis que les militaires auraient reçu une aide technologique des Etats-Unis et que des spécialistes du Royaume-Uni et d'Israël les auraient préparés pour la libération des otages <sup>15</sup>. L'affrontement fut cependant limité, le groupe d'assaut ayant été informé qu'à l'heure de l'attaque les guérilleros disputaient, comme chaque jour à la même heure, une partie de fulbito (football de salon).

Contrairement aux affirmations des autorités, des membres du MRTA ont été exécutés alors qu'ils s'étaient rendus, sans armes. Selon les témoignages d'anciens otages, des membres ont été conduits, vivants, dans un bâtiment attenant à la résidence et l'un des rebelles, Ernesto (Tito) Cruz, fait prisonnier, fut emmené avec les mains liées <sup>16</sup>. Une jeune

---

<sup>15</sup> El Pais, Madrid Édition du 28 avril 1997.

<sup>16</sup> International Herald Tribune, Paris, 26-27 avril 1997

femme, également capturée vivante, implora, toujours selon d'anciens otages anonymes : « Ne me tuez pas ! »

Après la libération des otages le Pérou est presque retourné à normalité sauf en ce qui concerne les problèmes sociaux, la pauvreté et les constantes dénonciations d'abus contre la démocratie et violations des droits de l'homme du régime du M. Fujimori.

La prise d'otage pour le MRTA ne sera jamais un justificatif à la cause révolutionnaire, néanmoins, le massacre dans la résidence de l'ambassadeur japonais a attiré l'attention du monde entier sur le pays et, en particulier, sur la politique du M. Fujimori.

Quelques années après la fin de la crise, le gouvernement américain a fait de sévères critiques au Pérou. Dans une motion adoptée à l'unanimité, les membres du comité de relations extérieures du Congrès américain se sont montrés préoccupés par l'érosion de la démocratie et de l'état de droit au Pérou. Parallèlement, la commission d'assignation budgétaire du Sénat a décidé de bloquer l'aide accordée au service de renseignements péruvien (SIN) parce que celui-ci intimidait les journalistes et les opposants, et bloquait systématiquement les enquêtes concernant la corruption.

Le 21 novembre 2000 le Congrès Péruvien a destitué M. Fujimori pour incapacité morale permanente et il s'exila au Japon. Aujourd'hui, la justice Péruvienne a lancé un mandat d'arrêt international contre l'ex-président Alberto Fujimori. Le mandat a été émis pour délit d'abandon de poste. L'ancien président a été déclaré « prisonnier en fuite ».

## Bibliographie

<http://www.embperu.org.br/>  
<http://www.france.diplomatie.fr/>  
<http://www.clicrbs.com.br/>  
<http://www.humanite.presse.fr/journal/1996>  
<http://www.bretagne-online.com/telegrame/htdocs/archive>  
<http://www.icrc.org/icrcfre.nsf/>  
<http://www.intelligenceonline.fr/>  
<http://www.monde-diplomatique.fr>  
<http://www.larepublica.com.pe/>  
<http://www.elcomercioperu.com.pe/online/>  
<http://www.veja.abril.uol.com.br/>  
<http://www.editoraperu.com.pe/elperuano/>  
<http://www.caretas.com.pe/>  
<http://www.lemonde.fr/>  
<http://www.embperu.org.br/generalp.htm>  
<http://www.lefigaro.fr/>  
<http://www.estado.estadao.com.br/>  
<http://www.diplo.com.br/>  
<http://www.elpais.es/>  
<http://www.courrierint.com/journo/>